

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Bevölkerung und Arbeit</b>
Schlagworte	<b>Bundesgericht, Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, Wahl- und Abstimmungsverfahren</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Gianola, Giada  
Porcellana, Diane

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Gianola, Giada; Porcellana, Diane 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bevölkerung und Arbeit, Bundesgericht, Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, Wahl- und Abstimmungsverfahren, 1997 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Sozialpolitik</b>	1
Bevölkerung und Arbeit	1
Bevölkerungsentwicklung	1
Arbeitsmarkt	2
Löhne	2
Kollektive Arbeitsbeziehungen	3
Arbeitnehmerschutz	3

## Abkürzungsverzeichnis

<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>EFTA</b>	Europäische Freihandelsassoziation
<b>BFS</b>	Bundesamt für Statistik
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>SGB</b>	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
<b>VPOD</b>	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste
<b>GAV</b>	Gesamtarbeitsvertrag

---

<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>AELE</b>	Association européenne de libre-échange
<b>OFS</b>	Office fédéral de la statistique
<b>UE</b>	Union européenne
<b>USS</b>	Union syndicale suisse
<b>SSP</b>	syndicats des Services publics
<b>CCT</b>	Convention collective de travail

# Allgemeine Chronik

## Sozialpolitik

### Bevölkerung und Arbeit

#### Bevölkerungsentwicklung

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2017  
DIANE PORCELLANA

**La population résidente permanente en Suisse** a cru, **en 2017**, de 0.8 point de pourcentage par rapport à 2016. Désormais, la Suisse compte 8'484'130 personnes, soit 64'589 individus supplémentaires, principalement de nationalité suisse. L'enquête de l'OFS recense 4'277'696 femmes et 4'206'434 hommes. A l'étranger, vivent 751'800 Suisses, dont un quart en France (195'728), 84'604 en Allemagne, 49'573 en Italie et 34'484 au Royaume-Uni. Durant l'année sous revue, le nombre de naissances a faiblement diminué (2016: 87'883; 2017: 87'381). L'indicateur conjoncturel de fécondité est toujours de 1.5 enfant par femme. Les décès ont été plus nombreux (2016: 64'964; 2017: 66'971). Chez les jeunes, les principales causes de décès sont les accidents et le suicide, chez les plus âgés, ce sont les cancers et les maladies cardiovasculaires. L'espérance de vie à la naissance atteint 81.4 ans pour les hommes et 85.4 ans pour les femmes.

Exceptés le Tessin et Neuchâtel, la population a augmenté dans tous les cantons. Les cantons de Zoug et de Genève affichent la plus forte croissance (+1.2 point de pourcentage par rapport à 2016), suivis des cantons d'Argovie, de Zurich et de Thurgovie (+1.1 point de pourcentage). Le solde migratoire s'est réduit de plus de 35% par rapport à l'année précédente (immigration: 170'945; émigration: 124'997), avec un excédent de départ chez les ressortissants suisses de 8'037 personnes et un excédent d'arrivées de 53'985 individus de nationalité étrangère. Avec les naissances et le solde migratoire en baisse, la croissance de la population a ralenti en 2017. Pour la première fois depuis 2007, la croissance (+0.7 point de pourcentage) est inférieure à 1%.

Actuellement, la proportion d'étrangers correspond à environ 25% de la population, principal trait distinguant la Suisse de ses pays voisins. Les nationalités les plus représentées sont l'Italie (317'267), l'Allemagne (304'571), le Portugal (266'557), la France (131'050), le Kosovo (110'683), l'Espagne (83'253), la Turquie (68'172), la Serbie (66'889), la Macédoine (66'076) et l'Autriche (42'478). Les cantons de Genève, de Bâle-Ville et de Vaud connaissent les plus fortes proportions d'étrangers (respectivement 40.1%, 36% et 33.5%), alors que les cantons d'Uri et d'Appenzell Rhodes-Intérieures ont des proportions d'habitants de nationalité étrangère de 12% et 11.4%. Sur les 2.1 millions de personnes de nationalité étrangère résidentes en Suisse, 408'691 sont nées sur le territoire helvétique. Deux tiers des personnes nées à l'étranger proviennent de l'UE ou d'un Etat de l'AELE. En comparaison avec 2016, plus de personnes, provenant pour la plupart de pays européens, ont été naturalisées en 2017 (2016: 42'937; 2017: 44'949).<sup>1</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2018  
DIANE PORCELLANA

Par rapport à 2017, **la population de la Suisse a crû de 0.7 point de pourcentage en 2018**, soit de 60'400 personnes. La Suisse a enregistré son plus faible accroissement démographique depuis les dix dernières années. Elle compte actuellement 8'544'000 individus. Les effectifs ont augmenté partout, sauf dans les cantons de Neuchâtel (-0.1 point de pourcentage) et du Tessin (-0.6 point de pourcentage). Schwyz et Fribourg ont obtenu la plus forte hausse d'habitants grâce aux migrations internes (+1.2 point de pourcentage). Le Valais a également pu bénéficier de l'exode de la population d'autres cantons, alors que Genève, Neuchâtel et Bâle-Ville en ont souffert. En 2018, environ 12% de la population résidait dans les villes de Zürich (415'400 habitants), de Genève (201'800), de Bâle (172'300), de Lausanne (139'100) et de Berne (133'900). La plus petite commune de Suisse, Corippo (TI), était composée de 11 habitants.

Au cours de l'année sous revue, la part des jeunes âgés entre 0 et 19 n'a plus dépassé celle des personnes âgées (65 ans ou plus) dans le canton d'Uri. Cette inversion s'est déjà produite dans les cantons de Bâle-Ville (avant 1981), du Tessin (2006), de Schaffhouse (2009), Bâle-Campagne (2011), Berne (2012), des Grisons (2013), de Nidwald (2015) de Glaris (2016) et de Soleure (2017).

Alors que l'accroissement naturel a progressé de 1.7 point de pourcentage (87'851 naissances; 67'088 décès), le solde migratoire a, lui, reculé de 13.2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Il y a eu davantage d'émigrations (+4.2 points de pourcentage; 130'225 cas) et une réduction du nombre d'immigrations (-0.5 point de pourcentage; 170'085). La part des ressortissants étrangers dans l'ensemble de la population a avoisiné, cette année encore, les 25%. L'Italie (319'3000 individus; 14.9%), l'Allemagne (306'200; 14.3%), le Portugal (263'300; 12.3%) et la France (134'800;

6.3%) étaient encore les nationalités les plus représentées en Suisse. La population portugaise a légèrement diminuée par rapport à l'année dernière (2017:266'557; 2018: 263'300).<sup>2</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2019  
DIANE PORCELLANA

Fin 2019, la Suisse compte 8'603'900 âmes (+ 0.7% par rapport à 2018). L'année 2019 est marquée par une diminution des naissances de 1.9 pourcents (1'700 naissances en moins par rapport à 2018). Le taux n'avait plus avoisiné les 2 pourcents depuis 1998. Le nombre moyen d'enfants par femme est alors passé de 1.52 en 2018 à 1.48 en 2019. Les cantons de Neuchâtel (+0.8%), d'Argovie (+1.4%), de Glaris (+1.5%), d'Appenzell Rhodes-Intérieures (+3%) et du Jura (+3.8%) sont les seuls à avoir connu une hausse des naissances. Il y a eu 700 décès supplémentaires par rapport à l'année précédente (+1%). Les cantons de Genève, de Bâle-Ville, de Neuchâtel, de Lucerne, du Jura, d'Appenzell Rhodes-Intérieures, des Grisons, de Zoug, de Schwyz, de Vaud, d'Uri et de Soleure ont enregistré une baisse du nombre de décès durant l'année sous revue. Moins de naissances et plus de décès, l'accroissement naturel a régressé de 11.4 pourcents (86'200 naissances; 67'800 décès) par rapport à 2018. En outre, le solde migratoire a augmenté de 19.4 pourcents avec une légère hausse de l'immigration (+0.4%, 170'800 cas) et une diminution de l'émigration (-5.4%, 123'200 cas). La part des ressortissants étrangers dans l'ensemble de la population est resté stable autour des 25 pourcents. Concernant la répartition des âges, la part des seniors a continué de croître en 2019 (+1.8%), alors que celle des jeunes âgés entre 0 à 19 ans a encore baissé (20% en 2018 contre 19.9% en 2019). La Suisse dénombre 1600 centenaires (+4.8% par rapport à 2018), soit 9 centenaires pour 100'000 habitants. Bâle-Ville abrite le nombre le plus élevé de centenaires (37 centenaires pour 100'000 habitants), contre 11 pour 100'000 habitants à Zoug.

S'agissant des unions, 39'000 mariages ont été célébrés en 2019, dont 72 pourcents premiers mariages unissant deux célibataires. Autant pour les premiers mariages que pour les remariages, le nombre de mariages a diminué par rapport à l'année précédente (-3.6% pour les premiers mariages; - 3.9% pour les remariages). Le nombre de partenariats enregistrés a régressé de 3.7 pourcents. Le nombre de divorces a progressé de 2.1 pourcents (16'900 divorces) – pour une durée de mariage égale ou supérieure à 10 ans (+4%); personnes mariées entre 15 et 19 ans (+5%); durée de 5 à 9 ans (-2%). Sur la base de ces observations, l'OFS estime que dans le futur, deux mariages sur cinq (41.1%) pourraient se terminer par un divorce. Alors que le nombre de divorces a augmenté, le nombre de partenariats enregistrés dissous s'est résorbé (-2.9%: 200 partenariats dissous en 2019).<sup>3</sup>

## Arbeitsmarkt

Das Bundesgericht befasste sich erstmals mit dem zwischen Gewerkschaften und Arbeitgebern hart umkämpften Begriff der **Arbeit auf Abruf**. Diese Form der Anstellung, welche vor allem im Detailhandel zunehmend an Bedeutung gewinnt, zwingt die Arbeitnehmenden, ständig für ihren Arbeitgeber verfügbar zu sein, ohne dass ihnen eine minimale Arbeitszeit und der entsprechende Lohn garantiert sind. Die Richter erachteten derartige Arbeitsverhältnisse nicht generell als unzulässig, vertraten aber die Ansicht, dass es sich dabei um eine Art "Pikettdienst" handelt, der auch bei Nichtabruf lohnwirksam ist. Über die Höhe der Entschädigung sprach sich das Bundesgericht allerdings nicht aus.<sup>4</sup>

## Löhne

Im Juli 2017 entschied das **Bundesgericht**, dass der **Mindestlohn**, den der Kanton Neuenburg im Jahr 2011 einführen wollte, keine wirtschaftliche, sondern eine **sozialpolitische Massnahme** darstellt und damit den «Vorrang des Bundesrechts» sowie die verfassungsmässig garantierte Wirtschaftsfreiheit nicht verletzt.

2011 hatte die Stimmbevölkerung des Kantons einer Änderung der kantonalen Verfassung zur Schaffung eines Mindestlohns zugestimmt, den der Neuenburger Grosse Rat 2014 auf CHF 20 pro Stunde festgelegt hatte. Mehrere Unternehmen und Verbände sowie Privatpersonen hatten in der Folge vor dem Bundesgericht mit der Begründung Beschwerde eingelegt, dass der Mindestlohn das in der Bundesverfassung verankerte Grundrecht der Wirtschaftsfreiheit verletze. Das Bundesgericht erachtete den Mindestlohn hingegen als sozialpolitische Massnahme, um Armut zu bekämpfen – zumal er sich vor allem an die «working poor» richte.<sup>5</sup>

GERICHTSVERFAHREN  
DATUM: 18.07.1998  
MARIANNE BENTELI

GERICHTSVERFAHREN  
DATUM: 21.07.2017  
GIADA GIANOLA

GERICHTSVERFAHREN  
DATUM: 22.07.1999  
MARIANNE BENTELI

## Kollektive Arbeitsbeziehungen

Gestützt auf die vom Volk angenommene, zum Zeitpunkt des Urteils allerdings noch nicht in Kraft getretene neue Bundesverfassung sowie auf Bestimmungen des internationalen Rechts (1. Sozialpakt der UNO) bejahte das Bundesgericht einstimmig das **Recht der Arbeitnehmenden auf Streik** als äusserstes, aber unentbehrliches Instrument des Arbeitskampfs zur Erzielung einer kollektivvertraglichen Regelung. Im konkreten Fall ging es darum, zu beurteilen, ob eine fristlose Kündigung nach einem Warnstreik zulässig ist oder nicht. Das Bundesgericht entschied, der Arbeitsvertrag bleibe während eines Streiks in seinen zentralen Elementen (Arbeitsleistung und Lohnzahlung) suspendiert, weshalb der Arbeitgeber nicht verpflichtet sei, für die ausgefallene Arbeitszeit ein Salär auszurichten, doch sei ein rechtmässiger Streik andererseits auch kein Grund für eine Kündigung, da er keine Verletzung der Arbeitspflichten darstelle. Das Bundesgericht hielt aber fest, dass ein Streik nur rechtmässig ist, wenn er von einer Gewerkschaft getragen wird und durch einen Gesamtarbeitsvertrag regelbare Ziele verfolgt. «Wilde» und politische Streiks sind damit vom Schutz durch das Arbeitsrecht ausgeschlossen.<sup>6</sup>

GERICHTSVERFAHREN  
DATUM: 11.10.2000  
MARIANNE BENTELI

Das **Bundesgericht** fällte ein Grundsatzurteil, welches seine seit 1938 praktizierte Jurisdiktion im Bereich der **Gültigkeit von Gesamtarbeitsverträgen** (GAV) umsties. Demnach kann ein Arbeitgeber, der einem GAV beigetreten ist, diesen nicht individuell kündigen, wenn ihm die darin enthaltenen Vorschriften nicht mehr passen. Das Bundesgericht befand, ein befristeter GAV bleibe bis zu seinem Auslaufen für alle Beteiligten verbindlich. Aus einem unbeschränkt gültigen GAV könne der Arbeitgeber gemäss OR zwar austreten, aber erst nach mindestens einem Jahr Mitgliedschaft und mit sechsmonatiger Vorankündigung.<sup>7</sup>

GERICHTSVERFAHREN  
DATUM: 17.09.2019  
DIANE PORCELLANA

Les juges de Strasbourg statueront sur le cas du **licenciement des grévistes de l'hôpital de la Providence**. D'après le Syndicat suisse des services publics (SSP), le Tribunal fédéral violerait les droits syndicaux et viderait le droit de grève de sa substance. Tout comme les instances judiciaires inférieures, le Tribunal fédéral a cautionné le licenciement. Celui-ci aurait été prononcé pour de «justes motifs», puisque les grévistes n'avaient pas accepté la proposition, jugée «raisonnable», de prolonger la CCT Santé 21 d'une année. La grève ne respectait alors plus le principe de proportionnalité, l'un des critères de licéité du droit de grève. Pour l'avocat des grévistes, il n'incombe pas au Tribunal fédéral de «procéder à un arbitrage politique», lorsque la solution de compromis recherchée par les autorités de conciliation n'est pas satisfaisante pour les parties. Il aurait dû plutôt se questionner s'il était légitime de dénoncer, comme l'ont fait les nouveaux propriétaires de l'hôpital, la CCT. Pour Pierre-Yves Maillard, président de l'USS, les propriétaires font de la concurrence déloyale. Le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme est attendu dans deux ou trois ans.<sup>8</sup>

## Arbeitnehmerschutz

GERICHTSVERFAHREN  
DATUM: 22.07.1997  
MARIANNE BENTELI

Das **Bundesgericht** fällte einen Entscheid von grosser arbeitsrechtlicher Tragweite. Danach dürfen Arbeitgeber ihren Angestellten kündigen, wenn diese eine Veränderung der Arbeitsbedingungen nicht akzeptieren. Im Fall einer Sachbearbeiterin, die sich geweigert hatte, einen neuen Arbeitsvertrag mit sofortiger Lohnsenkung um 500 Fr. zu unterzeichnen, und der die Firma darauf gekündigt hatte, befand das Bundesgericht, **Änderungskündigungen** seien statthaft, müssten allerdings die reguläre Kündigungsfrist einhalten und dürften nicht an die Drohung des Arbeitsplatzverlustes gekoppelt werden. Die Anpassung eines Arbeitsvertrages an veränderte wirtschaftliche oder betriebliche Bedürfnisse müsse im Interesse der Vertragsparteien und der Öffentlichkeit möglich sein. Das Bundesgericht stellte sich so in Gegensatz zu einzelnen kantonalen Gerichten, die in der Vergangenheit Änderungskündigungen als missbräuchlich eingestuft hatten.<sup>9</sup>

Das **Bundesgericht** fällt einen Leitentscheid bezüglich der Kündigungsfrist bei einer Betriebsschliessung. Gemäss den Lausanner Richtern gilt der Kündigungsschutz für schwangere Frauen, für kranke oder verunfallte Mitarbeiter oder Personen, die im Militär- oder Zivildienst weilen vollumfänglich. Bei Betriebsschliessungen habe der Arbeitgeber die ihm obliegenden Verpflichtungen gegenüber seinen Angestellten aus Gesetz und Vertrag einzuhalten. Erst recht gelte dies Personen gegenüber, die sich in einer schutzwürdigen Situation befinden.<sup>10</sup>

- 
- 1) Publication de l'OFS du 23.11.18; BLZ, 17.1.17; NZZ, 27.2., 7.4.17; Lib, 1.3.18; LMD, SGT, 7.4.18; NZZ, 12.10.18
  - 2) Communiqué de presse OFS du 27.8.19; Lib, 14.2.19; LT, 10.4., 28.8.19
  - 3) 20VD, 25.6.20; 20VD, 9.4.20; Communiqué de presse OFS du 25.6.20; AZ, 9.6.20
  - 4) SHZ, 17.6.98; Presse vom 18.7.98; LT, 15.10.98. Siehe SPJ 1997, S. 236.
  - 5) BGE 143 I 403 S. 404 ff.; Exp, NZZ, TA, 5.8.17; Exp, 9.8., 10.8.17
  - 6) Presse vom 22.7.99.; Siehe SPJ 1998, S. 231 f.
  - 7) 24h, 11.10.00.32
  - 8) ARCInfo, 14.1.19; Lib, 18.9.19
  - 9) Presse vom 22.7.97.
  - 10) Presse vom 24.9.98.